

**Proposition de loi de libéralisation des ventes volontaires de meubles aux
enchères publiques**

Sénat – Mardi 26 avril 2011

Monsieur le président,
Monsieur le rapporteur, Jean-Jacques HYEST,
Mesdames, Messieurs les sénateurs,

La proposition de loi qui revient aujourd’hui devant votre assemblée marque une avancée significative en matière de libéralisation des ventes volontaires aux enchères publiques.

En ouvrant nos débats, je tiens d’abord à saluer l’initiative parlementaire de Messieurs Philippe MARINI et Yann GAILLARD qui, il y a plus de trois ans maintenant, ont proposé de moderniser le régime applicable à ce secteur d’activités, et dont les travaux vont trouver, dans quelques semaines j’espère, un aboutissement.

Il est effectivement nécessaire de faire évoluer notre législation et de modifier le régime posé par la loi du 10 juillet 2000. Celui-ci satisfaisait déjà, certes, aux obligations résultant des principes de libre établissement et de libre prestation de services, posés par le Traité de Rome. Mais la directive « Services » du 12 décembre 2006 nous impose de mettre rapidement notre droit national en conformité avec les nouvelles règles qu’elle comporte, en particulier pour supprimer tout agrément préalable à l’exercice de l’activité de ventes volontaires et toute prescription relative à la forme juridique des sociétés de ventes.

Cette proposition de loi poursuit également un autre objectif : celui de renforcer la compétitivité de ce secteur d'activités ; force est de constater que le marché français accuse depuis plusieurs années un certain retard face à ses concurrents. En effet les opérateurs nationaux ne disposent pas des moyens adaptés pour faire face à une concurrence internationale de plus en plus forte. C'est ainsi que la France se place aujourd'hui au quatrième rang derrière la Chine, les Etats-Unis et le Royaume-Uni. Rappelons que ce secteur a représenté un montant d'adjudications de 2 175 millions d'euros en 2010 en France.

Je voudrais donc saluer les travaux du Sénat et tout particulièrement ceux des rapporteurs, Marie-Hélène DES ESGAULX en première lecture et Jean-Jacques HYEST en deuxième lecture. Ils ont permis d'améliorer sensiblement le cadre juridique des ventes aux enchères. Le texte maintient également un contrôle adapté des opérateurs de ventes volontaires et préserve la sécurité juridique dont ont besoin les consommateurs.

L'Assemblée nationale a très largement entériné les orientations que vous aviez retenues en première lecture. Seuls quelques points restent aujourd'hui en débat et les modifications que je vous proposerai sont limitées.

I. Le texte rénove le secteur des ventes volontaires en permettant de relever le défi de la compétitivité et de mettre notre droit en conformité avec la directive Services.

1- La libéralisation inscrite dans la proposition de loi a fait l'objet d'un accord de l'Assemblée nationale et du Sénat.

- Concernant les biens vendus, le texte apporte une ouverture du marché particulièrement importante en élargissant le champ d'application de la réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques aux biens meubles neufs ainsi qu'aux ventes de marchandises en gros, jusque-là réservées aux courtiers de marchandises assermentés. Ces ventes s'effectueront dans un cadre juridique harmonisé.

2- Le texte introduit également des allègements de procédures qui faciliteront le travail des opérateurs et renforceront l'attractivité du marché français :

- Les ventes volontaires ne seront plus soumises à un régime d'agrément préalable par le Conseil des ventes volontaires mais à un **régime déclaratif** auprès de cette autorité dont elles pourront d'ailleurs s'acquitter par l'intermédiaire d'un guichet unique comme l'impose la directive services. Ce dispositif que vous aviez adopté en première lecture a été validé par l'Assemblée nationale.

- Les ventes de gré à gré seront désormais autorisées aux opérateurs de ventes volontaires et l'objet social des structures de ventes volontaires n'est plus limité.

- Les opérateurs de ventes volontaires vont bénéficier d'un nouveau régime attractif et simplifié de la garantie du prix qu'ils peuvent accorder au vendeur, les conditions de la vente de gré à gré après échec des enchères sont assouplies ainsi que celles de vente dite sur folle enchère.

- Votre commission a également admis une pratique innovante introduite par l'Assemblée nationale en permettant à la maison de vente d'acquérir un bien qu'elle a vendu afin de mettre un terme à un litige entre vendeur et adjudicataire.

- Enfin, les opérateurs mèneront désormais leur activité sous la forme juridique de leur choix : à **titre individuel ou** dans le cadre d'une société civile ou commerciale. L'obligation de constituer une société de forme civile et de droit français est supprimée puisqu'interdite par la directive services. L'implantation du siège statutaire ou social de la société sur le territoire de l'Union européenne sera permis.

Enrichie par le travail parlementaire, la proposition de loi offre par conséquent aux opérateurs de ventes volontaires les moyens de dynamiser le marché français.

Il n'en reste pas moins que la sécurité juridique des transactions est préservée et qu'un contrôle par un Conseil des ventes volontaires rénové est maintenu.

II. En effet, le texte s'attache à garantir la sécurité juridique des transactions, en veillant à la protection des consommateurs.

1- Cette sécurité est essentielle pour renforcer la confiance des acteurs et pour renforcer la moralité sur un marché qui, récemment confronté à des dysfonctionnements, va bientôt se libéraliser.

- Ainsi, le mandat de vente devra être établi par écrit.

- La tenue d'un livre de police dématérialisée est imposée, elle simplifiera la gestion de ce document par les opérateurs et renforcera la traçabilité des biens.

- Les obligations d'information pesant sur les maisons de ventes à l'égard des vendeurs comme du public sont renforcées, notamment sur les garanties

financières souscrites, la qualité des biens vendus lorsqu'ils sont neufs mais également quant un expert intervient. Il est imposé aux courtiers aux enchères en ligne de clairement préciser la nature des prestations qu'ils fournissent sans créer de confusion avec une opération de vente aux enchères publiques.

- Ensuite, le texte introduit la prohibition de la revente à perte, dans le cadre des enchères publiques. Il maintient la prohibition de l'achat pour revente : les opérateurs ne pourront donc acheter pour leur propre compte des biens meubles aux enchères, sauf dans des cas strictement limités. Ainsi, ils seront autorisés à vendre aux enchères des biens dont ils sont devenus propriétaires après la mise en œuvre de la garantie de prix lorsque le bien n'a pas atteint le prix requis.

- Enfin, le recours par l'opérateur de ventes volontaires à des prestataires extérieurs est désormais encadré : il devra, dans ce cas, prendre toutes les dispositions propres à assurer, à son client, la sécurité juridique et matérielle des ventes.

2- La proposition de loi consolide le rôle de régulation du Conseil des ventes volontaires qui reste par ailleurs doté d'un pouvoir disciplinaire sur les opérateurs de ventes volontaires.

La discussion parlementaire a permis d'apporter des précisions utiles sur ce rôle du Conseil des ventes volontaires : s'il perd son rôle d'agrément préalable des opérateurs, de nouvelles missions lui sont confiées. Il se voit doté d'une mission d'observation de l'économie des enchères et d'un rôle d'identification des bonnes pratiques ; il devient force de proposition pour des évolutions législatives ou réglementaires. Je crois que c'est une très bonne chose, car ces évolutions participent d'un meilleur encadrement des pratiques du marché.

Votre commission a souhaité apporter une précision, confiant au Conseil l'élaboration d'un recueil des obligations déontologiques en lieu et place du code de déontologie retenu par l'Assemblée nationale – je partage complètement votre position qui s'accorde d'ailleurs mieux avec le statut du Conseil.

En revanche, votre Commission a choisi de réintroduire la présence de professionnels en exercice au sein du Conseil des ventes ; j'ai bien noté les précautions apportées par votre rapporteur pour parvenir à un dispositif conforme à la Directive Services.

Toutefois, c'est le principe lui-même qui me semble incompatible avec la directive.

Je vous proposerai donc sur ce point de revenir au texte issu de l'Assemblée nationale.

III. Dans son effort de modernisation du régime des ventes volontaires, la proposition de loi veille aussi au maintien des équilibres entre les différents professionnels du secteur des ventes volontaires.

Aux cotés des opérateurs de ventes volontaires, d'autres professionnels soumis à des statuts spécifiques interviennent.

Il s'agit des opérateurs si je puis dire, historiques, des ventes de meubles et de marchandises aux enchères publiques, commissaires-priseurs judiciaires, huissiers de justice, notaires et courtiers de marchandises assermentés.

1- Concernant les commissaires-priseurs, l'Assemblée nationale leur a ouvert de nouvelles possibilités, leur permettant d'exercer leur profession en qualité de salarié. Cet effort de modernisation a été approuvé par votre commission et j'y souscris.

En revanche, vous avez souhaité élargir la liste des activités complémentaires auxquelles les commissaires-priseurs judiciaires sont autorisés à se livrer au sein de leurs sociétés de ventes volontaires de meubles aux enchères publiques. Cette ouverture me semble incompatible avec leur statut d'officier public ministériel.

Elle pourrait même conduire la Commission européenne à remettre en cause ce statut.

Le maintien des commissaires-priseurs judiciaires comme officiers publics et ministériels, alors que la proposition de loi dans sa version initiale envisageait de les supprimer, a pour corollaire de ne pas les autoriser à se livrer à des activités commerciales qui ne seraient pas limitativement énumérées.

C'est pourquoi je vous proposerai de revenir à la rédaction que vous aviez adoptée en première lecture et sur laquelle l'Assemblée nationale vous avait suivie.

2. Concernant les huissiers de justice et les notaires votre commission a souhaité modifier la formulation du texte, tel qu'il résultait du vote de l'Assemblée nationale, en indiquant que ces professionnels pouvaient réaliser des ventes volontaires à titre accessoire **et occasionnel** dans le cadre de leur office.

L'adjonction de la notion d'occasionnel restreint considérablement le champ de la disposition, et sera source de difficultés d'appréciation alors que la notion d'accessoire est une notion parfaitement comprise des juristes et des opérateurs.

Les parquets généraux, comme il leur a été rappelé récemment, sont très attentifs à ce point : à l'occasion des contrôles annuels des offices d'huissiers de justice ou de notaires, ils vérifient que l'activité de ces professionnels en matière de ventes volontaires reste bien caractérisée comme accessoire. En outre le texte prévoit la faculté, désormais, pour le Conseil des ventes volontaires, de se faire communiquer le chiffre d'affaires hors taxes réalisé par les notaires et huissiers dans leur activité accessoire de vente volontaire.

Je vous présenterai donc un amendement ayant pour objet de supprimer le terme « d'occasionnel ».

3. Le statut des courtiers de marchandises assermentés a été profondément renouvelé.

S'ils ne disposent plus d'un monopole d'activité sur les ventes volontaires de marchandises en gros, les courtiers assermentés pourront poursuivre leur activité traditionnelle tant dans le cadre judiciaire que dans celui des ventes volontaires.

Néanmoins, votre commission a souhaité revenir sur les règles présidant habituellement à la répartition des compétences entre commissaires-priseurs judiciaires, huissiers de justice, notaires et courtiers de marchandises assermentés en matière de ventes judiciaires ordonnées dans le cadre d'une liquidation judiciaire.

L'objet de la dernière modification que je souhaite vous proposer sera de revenir au droit actuel tel qu'il découle du statut de ces professionnels et du libre choix du juge.

A l'heure de sa seconde lecture, la proposition de loi a connu d'incontestables évolutions, qui permettent d'aller plus loin dans la rénovation du régime des ventes volontaires. Alors que la Commission européenne se montre très attentive en ce qui concerne le calendrier du vote de cette loi et son contenu, je suis persuadé que nous sommes désormais en mesure de progresser rapidement dans la voie de la réforme.